



HAL
open science

La drôle de guerre froide de Robert Michels

Karim Fertikh, Emilien Julliard

► **To cite this version:**

Karim Fertikh, Emilien Julliard. La drôle de guerre froide de Robert Michels. Genèses. Sciences sociales et histoire, 2019, 116, pp.153-160. 10.3917/gen.116.0153 . hal-02471237

HAL Id: hal-02471237

<https://hal.science/hal-02471237>

Submitted on 6 Jan 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

À propos de...

*Sociologie du parti dans la démocratie moderne.
Enquête sur les tendances oligarchiques
de la vie des groupes,*

Robert Michels,

trad. par Jean-Christophe Angaut,

Paris, Gallimard, 2015 [1911], 848 p.



La drôle de guerre froide de Robert Michels

Karim Fertikh et Émilien Julliard

PP. 153-160

Sous le titre *Sociologie du parti politique dans la démocratie moderne*, le philosophe Jean-Christophe Angaut a livré la première traduction française intégrale de l'ouvrage classique du sociologue italien d'origine allemande Robert Michels (1876-1936). Cette traduction fournit l'occasion d'un retour sur cet ouvrage initialement paru en 1911, souvent résumé à la double péripécie de la « loi d'airain de l'oligarchie » et de « qui dit organisation dit oligarchie ». Sa consécration, en effet, est énigmatique, ne serait-ce que parce que la « loi d'airain de l'oligarchie » survit à la psychologie des foules qui est la théorie aujourd'hui discréditée à laquelle Michels entendait apporter une contribution décisive. C'est à donner quelques pistes sur les conditions sociales de la réception de cet ouvrage de Michels en France que s'attache cette note de lecture. Elle insiste, en particulier, sur sa réception militante et le détournement états-unien qui fait de Michels, après 1945,

un auteur de référence pour de multiples courants des sciences sociales.

Comme le signale J.-C. Angaut dans sa postface à l'ouvrage qu'il traduit, le travail de Michels, pour pionnier qu'il soit, est problématique à plusieurs égards. À la différence de la traduction dont on disposait jusqu'ici, tronquée et réagencée, celle de Jean-Christophe Angaut permet d'entrer dans le détail de l'analyse de Michels et de questionner un texte érigé au rang de mythe scientifique. La postface du traducteur resitue le contexte idéal de l'œuvre de Michels. J.-C. Angaut rappelle ses liens, connus, avec les théories élitistes italiennes mais réévaluée, à l'inverse, son lien, plus ténu que généralement admis, avec la sociologie de la domination wébérienne. Surtout, il insiste sur la centralité de la psychologie des foules de Gustave Le Bon dans l'armature conceptuelle de l'ouvrage¹. Cette filiation est, par ailleurs, importante

1. Jean-Christophe Angaut, « La sociologie du parti en contexte », in Robert Michels, *Sociologie du parti dans la*

dans la première réception de Michels en France puisque *Le Bon* organise et suit la première traduction en français de Michels et la fait publier dans sa collection «Bibliothèque de philosophie scientifique» chez Flammarion en 1914. Cette première traduction est la seule dont on dispose avant 2015.

La psychologie des foules fournit les hypothèses de base du travail de Michels. À travers de multiples notations ethnographiques tirées de son expérience militante et de la littérature grise du Parti social-démocrate allemand (SPD), Michels s'attache à décrire le contrôle du pouvoir au sein du SPD par des cercles dirigeants restreints. Ce contrôle oligarchique découle de lois essentiellement psychologiques explicatives des comportements des foules (besoin d'un meneur, gratitude, conformisme). L'oligarchie, elle-même, est soumise à une «métamorphose psychologique». Cela l'amène non seulement à chercher à conserver son pouvoir propre mais aussi à vouloir préserver l'existence de l'organisation, rendant les dirigeants capables de toutes les «trahisons de l'opportunisme» politique²: c'est-à-dire la trahison des buts idéels que s'est donnés le collectif organisé. La «loi d'airain de l'oligarchie» dont Michels fait l'apport central de son texte apparaît ainsi comme une «mise en forme sociologique d'une désillusion», celle de l'écart entre les objectifs révolutionnaires (et pacifistes) du SPD et son fonctionnement bureaucratique réel³.

démocratie moderne, Paris, Gallimard, 2015, p. 541-586, p. 572 et suivantes.

2. Pour une analyse, voir Timm Genett, *Der Fremde im Kriege. Zur politischen Theorie und Biographie von Robert Michels 1976-1936*, Berlin, Akademie Verlag, 2008, p. 366-367.

3. Jean-Christophe Angaut, «Robert Michels et la critique sociologique des partis de Bourdieu à Foucault», *Grand angle* [en ligne], 20 janvier 2018. URL: <http://www.grand-angle-libertaire.net/robert->

Michels souligne également, à côté de ces lois psychologiques fondamentales, l'importance de la maîtrise de savoir-faire spécialisés pour expliquer l'émergence des oligarchies. Cette spécialisation rend compte de la tendance de l'oligarchie à devenir plus conservatrice que la base. Capturée par des rationalités bureaucratiques, elle va chercher à protéger des compromis sectoriels (p. 516) et l'existence de l'organisation elle-même, devenue fin en soi plutôt que moyen. Ce pan de l'argumentation a été retenu comme une étape vers une sociologie de la professionnalisation politique⁴.

Cependant, le raisonnement de Michels peut apparaître daté. Le paradigme psychologique naturalise et déshistoricise le fonctionnement des organisations: l'évolution oligarchique serait une dynamique inévitable. À ce sujet, J.-C. Angaut souligne que Michels glisse imperceptiblement au cours de sa démonstration de l'évocation d'une «tendance» à l'oligarchie à l'affirmation d'une «loi naturelle», et donc nécessaire, de la transformation oligarchique des organisations – y compris les plus démocratiques dans leur idéologie. Ce glissement nomothétique et le fondement psychologique de son travail conduisent du reste Michels à ne pas se donner les moyens d'une analyse des militants de base, les «masses», ce qui ouvre la voie à la critique des préjugés de classe imprégnant le travail⁵ et à son ignorance

michels-et-la-critique-sociologique-des-partis-de-foucault-a-bourdieu/, consulté le 5 janvier 2019.

4. Alan Tymen, «Robert Michels (2015), *Sociologie du parti dans la démocratie moderne. Enquête sur les tendances oligarchiques de la vie des groupes*. Traduction de l'allemand, présentation et annotation par Jean-Christophe Angaut, Paris, Gallimard», *Gouvernement et action publique*, vol. 5, n° 1, 2016, p. 117-127, p. 121.

5. Jean-Christophe Angaut, «Robert Michels et la critique», *op. cit.*; Bernard Pudal et Claude Pannetier, «L'évolution des méthodes d'analyse du militant ouvrier, archétype du militant», in José Gotovitch et Anne

de la culture délibérative ouvrière, puisque Michels postule une masse homogène et intellectuellement inerte⁶.

La pérennité de la référence à Michels peut donc étonner. Elle étonne d'autant plus que l'argumentaire contient d'autres éléments datés : sa lecture racialisée des groupes sociaux, imprégnant à cette époque la sociologie allemande⁷, ou encore sa mobilisation d'un savoir politisé, marqué par les nombreuses références à la littérature scientifique du SPD dans l'appareil critique du livre. Parce que le livre s'adresse aussi aux militants socialistes et syndicaux, les réceptions militantes de Michels sont, du reste, immédiates. La « loi d'airain de l'oligarchie » fait l'objet d'une contestation au sein du SPD, notamment par les intellectuels « révisionnistes » autour d'Eduard Bernstein. Les « révisionnistes » sont considérés comme l'aile droite du SPD, et visent une transformation de la société par des moyens démocratiques. Pour eux, le travail démocratique permettrait de révolutionner les rapports sociaux, hypothèse dont Michels semble appeler à faire le deuil en posant que la captation oligarchique du pouvoir serait inévitable dans la vie des organisations politiques.

Alors que l'œuvre apparaît inscrite dans une discussion avec le marxisme du début du siècle et appuyée sur des paradigmes qui

ne sont plus revendiqués par les sciences sociales contemporaines, le caractère devenu incontournable de la référence à Michels en sociologie ou en science politique surprend donc. Du reste, le fait que, comme le rappelle J.-C. Angaut, Michels n'a pas poursuivi ses travaux sur les partis renforce l'énigme de la canonisation du livre. La réédition de 1925 de sa sociologie du parti politique moderne n'actualise en effet qu'à la marge le texte de 1911⁸, Robert Michels se détournant de la sociologie partisane.

Pour rendre compte de la centralité de cette œuvre dans les sciences sociales contemporaines, cette note revient sur les processus de canonisation de l'œuvre de Michels aux États-Unis et en France. Elle étudie d'abord la consécration précoce de Michels aux États-Unis et son usage dans la critique de la *nomenklatura* soviétique durant la guerre froide. Elle met ensuite en évidence l'importance des circulations transatlantiques pour expliquer sa canonisation en France après la Seconde Guerre mondiale.

Du pessimisme démocratique à la critique des régimes communistes : Robert Michels en Amérique

La réception états-unienne de Michels est précoce. Durant l'entre-deux-guerres, l'université de Chicago est le lieu d'une appropriation académique de Michels, particulièrement intense en science politique⁹. Acteur central de l'institutionnalisation de la

Morelli (dir.), *Militantisme et militants*, Bruxelles, Éd. de la vie ouvrière, 2000, p. 13-26.

6. Thomas Welskopp, « "Arbeiterintellektuelle", "sozialdemokratische Bohemiens" und "Chefideologe": der Wandel der Intellektuellen in der frühen deutschen Sozialdemokratie. Ein Fallbeispiel », in Ulrich von Alemann, Getrude Cepl-Kaufmann, Hans Hecker et Bernd Witte (dir.), *Intellektuelle und Sozialdemokratie*, Opladen, Leske & Budrich, 2000, p. 43-58.

7. Alan Tymen, « Robert Michels (2015) », art. cité, p. 123-124; Andrew Zimmermann, « German Sociology and Empire: From Internal Colonization to Overseas Colonization and Back Again », in George Steinmetz (dir.), *Sociology and Empire: The Imperial Entanglement of a Discipline*, Durham, Duke University Press, 2013, p. 166-187.

8. Jean-Christophe Angaut, « La sociologie du parti en contexte », *op. cit.*, p. 557.

9. Mario Grynszpan, « Por uma sociologia histórica da circulação e da recepção de textos: Robert Michels e sociologia dos partidos políticos nos Estados Unidos », *Revista de Sociologia e Política*, n° 44, 2012, p. 11-30.

science politique nord-américaine, Charles Merriam fait de Michels, dont il a connu les textes dans le cadre de missions en Italie pour le compte de l'US Committee on Public Information dans les années 1920, un auteur de référence¹⁰. Merriam et ses « disciples » comme Harold Lasswell ou Harold Gosnell, imposent une lecture de l'ouvrage de Michels l'associant à une critique pessimiste de la démocratie, favorisée par l'association de l'auteur au fascisme. Cette association avec le fascisme ne pose pas problème aux États-Unis parmi les politistes avant le milieu des années 1930¹¹. Cela peut s'expliquer, pour partie, par les rôles extra-académiques endossés par un chercheur comme Merriam. Ce dernier est conseiller de Roosevelt à l'époque du New Deal et, pour lui, l'expérience fasciste peut aider à penser le renforcement de l'appareil gouvernemental américain. Avec l'opposition grandissante au fascisme dans la seconde moitié des années 1930, les chercheurs de l'université de Chicago intègrent Michels à une école sociologique élitiste, en liant son travail sur le SPD aux travaux de Pareto et Mosca¹². Cette école italienne légitime une perspective pluraliste sur les élites, faisant de la démocratie un espace de compétition libre entre de multiples groupes d'intérêt, dont le fonctionnement ainsi que celui de la société américaine ne pourraient qu'être oligarchiques.

Parallèlement à cette première réception académique, la *Sociologie du parti politique* a

une carrière militante aux États-Unis : c'est au sein de milieux socialistes et communistes que se forge son destin d'arme intellectuelle dans la guerre froide. La première traduction en anglais a déjà une origine politique : ses traducteurs britanniques, Eden et Cedar Paul, sont passés par le Parti travailliste indépendant et le Parti communiste. C'est leur traduction de 1915, *Political Parties: A Sociological Study of the Oligarchical Tendencies of Modern Democracy*, qui reste la référence pour les travaux universitaires postérieurs. Au sein d'organisations politiques et syndicales, des militants mobilisent ainsi, dès les années 1920, cette traduction pour critiquer une direction syndicale oligarchique tournant le dos aux intérêts des travailleurs¹³.

Durant les années 1930, le mouvement trotskyste new-yorkais amplifie la réception de Michels. Ce mouvement gravite autour d'un établissement universitaire, le City College, véritable « Harvard du prolétariat », et d'un parti, le Socialist Workers Party¹⁴. Des étudiants trotskystes du City College devenus ensuite des universitaires de renom – parmi lesquels figurent Irving Kristol, Sidney Hook, Daniell Bell, Philip Selznick, Nathan Glazer, et Seymour Lipset – constituent une communauté de lecture pour le *Political Parties* de Michels. Pour le politiste Seymour Lipset, la lecture de Michels au sein du groupe est une « révélation ». Michels y est mobilisé pour expliquer l'échec du stalinisme et le caractère autoritaire du régime soviétique¹⁵. Bien que n'étant pas passé par le

10. Mario Grynszpan, « La théorie des élites aux États-Unis : conditions sociales de réception et d'appropriation », *Genèses*, n° 37, 1999, p. 27-43, p. 41.

11. Ido Oren, « Uncritical Portrayals of Fascist Italy and of Iberic-Latin Dictatorships in American Political Science », *Comparative Studies in Society and History*, vol. 42, n° 1, 2000, p. 87-118.

12. Mario Grynszpan, « Por uma sociologia histórica », art. cité ; *id.*, « La théorie des élites aux États-Unis... », art. cité.

13. Sylvia Kopald Selekman, *Rebellion in Labor Unions*, New York, Boni and Liveright, 1924 ; William Foster, *Misleaders of labor*, Chicago, Trade Union Educational League, 1927.

14. Alan M. Wald, *The New York Intellectuals: The Rise and Decline of the Anti-Stalinist Left from the 1930s to the 1980s*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1987.

15. Seymour Martin Lipset, « Autobiographie », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 15, n° 3, 2008

City College, James Burnham, professeur de philosophie à la New York University depuis 1929, appartient, en tant que membre du Socialist Workers Party, à cette mouvance trotskyste appelée à jouer un rôle dans la réception anti-communiste de Michels.

C'est de ce noyau que sont issus de nombreux usages savants de Michels qui en font un auteur central pour le renouvellement théorique des sciences sociales. *Political Parties* sert l'étude des politiques publiques avec Selznick, des partis et des syndicats avec Lipset, ou une analyse plus générale des phénomènes de pouvoir avec Burnham dans son ouvrage *The Machiavellians: Defenders of Freedom* (1943). Dès 1943, Selznick rappelle que les organisations bureaucratiques tendent, dans leur fonctionnement, à oublier leurs buts formels¹⁶. Dans l'ouvrage qui le rend célèbre¹⁷, le sociologue fait de la « loi d'airain de l'oligarchie » le cœur d'un questionnement sur l'échec de l'idéologie participative de la *Tennessee Valley Authority*. Néanmoins, c'est Seymour Lipset qui discute le plus systématiquement *Political Parties*¹⁸. L'un de ses ouvrages majeurs portant sur le syndicat américain de l'imprimerie montre que la constitution d'une oligarchie peut être contenue par un ensemble de facteurs (niveau de qualification des membres, organisation d'une alternance des positions dirigeantes entre deux factions, etc.)¹⁹. Surtout, Lipset préface l'édition de 1962 du livre

de Robert Michels. Sa réédition à de nombreuses reprises participe à faire du commentaire de Lipset une des lectures dominantes du texte.

Cette réception dominante suit la trajectoire militante de ces universitaires, les amenant du trotskysme au néoconservatisme, ou à tout le moins à un anticommunisme aligné avec la politique étrangère états-unienne de la guerre froide²⁰. Grâce à Michels, ils promeuvent la démocratie pluraliste à l'américaine, et dénoncent l'émergence, dans les pays communistes, d'une « classe dirigeante plus puissante et prédatrice (*exploitative*) que l'ancienne classe dominante capitaliste²¹ ». Des auteurs comme Lipset consolident le lien de Michels avec l'école élitiste, pour proposer une « théorie élitiste de la démocratie » : la compétition libre d'élites plurielles, représentantes de factions et d'intérêts différents, garantit aux individus qui n'appartiennent pas à la structure oligarchique d'être représentés politiquement²². Comme le formule Lipset : « Dans une large mesure, la démocratie repose sur le fait qu'aucun groupe n'est capable de sécuriser son pouvoir sur la majorité afin de supprimer ou de nier les revendications de ses opposants²³ ».

Par la suite, dans les années 1960, des universitaires associés à la Nouvelle gauche états-unienne ont fait leur la « loi d'airain de l'oligarchie », entrée au canon des références

[1996], p. 463-490, p. 468-469.

16. Philip Selznick, « An Approach to a Theory of Bureaucracy », *American Sociological Review*, vol. 8, n° 1, 1943, p. 47-54.

17. *Id.*, *TVA and the Grass Roots: A Study in the Sociology of Formal Organization*, New York, Harper & Row, 1966 [1949].

18. Patrick McGovern, « The Young Lipset on the Iron Law of Oligarchy: A Taste of Things to Come », *The British Journal of Sociology*, vol. 61, n° 1, 2009, p. 29-42.

19. Seymour Martin Lipset, Martin Trow et James Coleman, *Union Democracy: The Internal Politics of the*

International Typographical Union, Glencoe, Free Press, 1956.

20. Nicolas Guilhot, « Des reconversions dans la permanence : le néoconservatisme, un gauchisme de droite », in Sylvie Tissot, Christophe Gaubert et Marie-Hélène Lechien (dir.), *Reconversions militantes*, Limoges, Presses universitaires de Limoges, 2006, p. 269-279.

21. Seymour Martin Lipset, « Introduction », in Robert Michels, *Political Parties. A Sociological Study of the Oligarchical Tendencies of Modern Democracy*, trad. par Eden et Cedar Paul, New York, Free Press, 1962, p. 37.

22. *Ibid.*, p. 34.

23. *Ibid.*, p. 36-37.

sociologiques, pour former notamment les bases théoriques d'une sociologie des mouvements sociaux alors en plein essor²⁴. Ces auteurs défendent un autre projet politique : la contestation des syndicats et des élites syndicales en place au profit des mobilisations des années 1960. La «loi d'airain» leur sert à décrire la manière dont les dirigeants syndicaux seraient coupés des mouvements sociaux et des préoccupations des adhérents²⁵. Les organisations des luttes des années 1960 se caractériseraient, à l'inverse, par l'horizontalité de leur fonctionnement, attestant des limites de l'analyse de Robert Michels. Depuis, la «loi d'airain de l'oligarchie» est restée centrale dans l'étude du syndicalisme et des mobilisations²⁶.

La canonisation libérale de Robert Michels en France

En France, la réception de la «loi d'airain» s'appuie sur les circulations transatlantiques de l'après-guerre. En effet, durant l'entre-deux-guerres, Michels semble y jouir d'une notoriété limitée. Dans *Eros de Paris*, Jules Romain retrace certes sur de longues pages une conversation de salon où Michels présente de manière limpide sa théorie sur la bureaucratie sociale-démocrate. Une recension du livre dans le journal socialiste *Le Populaire* du 17 novembre 1932 donne,

24. Mayer Zald et Roberta Ash, «Social Movement Organizations: Growth, Decay and Change», *Social Forces*, vol. 44, n° 3, 1966, p. 327-341.

25. Stanley Aronowitz, *False Promises: The Shaping of American Working Class Consciousness*, Durham, Duke University Press, 1992 [1973].

26. Elizabeth Clemens et Judith Minkoff, «Beyond the Iron Law: Rethinking the Place of Organizations in Social Movement Research», in David A. Snow, Sarah A. Soule et Hanspeter Kriesi (dir.), *The Blackwell Companion to Social Movements*, Malden, Blackwell, 2004, p. 155-170.

cependant, un indice de la faible notoriété de Michels : le livre, en effet, permettrait de «montrer quelques figures aujourd'hui oubliées parmi lesquelles cet étrange Robert Michels qui devait dans la suite tourner au fascisme». Les quelques rares références à Michels que l'on trouve dans les bases Persée et Gallica pour les années 1930 et 1940 sont instructives. Elles mentionnent souvent son lien avec le fascisme italien. Ces références à Michels sont liées à ses travaux sur le paupérisme, la colonisation, le corporatisme (italien) ou la théorie économique, non à son livre de 1911. Lorsqu'il meurt en 1936, Michels n'est d'ailleurs pas salué comme l'homme de la «loi d'airain de l'oligarchie», mais décrit comme sociologue érudit et professeur d'économie de l'université de Pérouse, converti au fascisme. Du reste, *Les partis politiques: essai sur les tendances oligarchiques des démocraties* (suivant le titre de sa première traduction) n'y est pas mentionné dans la bibliographie contenant ses ouvrages notables²⁷. Sa réception semble donc plus tardive qu'aux États-Unis.

Le détour états-unien apparaît important pour la consécration française d'un Michels pourtant suspect de fascisme. Ainsi, Maurice Duverger, alors titulaire de la seule chaire de science politique dans les universités françaises, introduit la référence à Michels dès la première édition de son ouvrage pionnier, *Les partis politiques*, en 1951. À cette date, il a déjà établi des contacts avec la recherche nord-américaine, en particulier avec Merriam et ses disciples dans le cadre de conférences organisées par l'Unesco dès 1948²⁸. On peut supposer que cette internationalisation

27. William Oualid, «Nécrologie: Roberto Michels», *Revue d'économie politique*, vol. 50, n° 4, 1936, p. 1416-1417.

28. Shaun Bowler, «La réception des *Partis politiques* en Grande-Bretagne et aux États-Unis», *Revue internationale de politique comparée*, vol. 17, n° 1, 2010, p. 39-54, p. 41.

rapide de la science politique contribue à diffuser la référence à Michels dans les années 1950. Dans son livre de 1951, Duverger revendique aussi bien Michels que Merriam et Gosnell²⁹, ainsi que d'autres auteurs comme le Britannique James Ross, dont le travail se veut une critique statistiquement informée de la démocratie représentative³⁰. Dans les trois livraisons d'une synthèse de son livre dans *le Monde* du 11 au 13 octobre 1951, sous la plume de Duverger lui-même (alors collaborateur régulier du journal), ce sont d'ailleurs Merriam et Gosnell, et non Michels, qui sont cités en référence pour étayer l'étude des oligarchies partisanes. Duverger consacre à cette question de l'oligarchie une part importante de son ouvrage, à côté des réflexions sur les systèmes de partis (portant notamment sur les effets des systèmes électoraux sur le nombre de partis), la composition des partis et la direction des partis. Dans ce cadre, Maurice Duverger ne mobilise d'ailleurs pas de lois psychologiques : ce sont des modes de désignation, l'existence de hiérarchies « occultes », la constitution de « clans » ou les savoirs bureaucratiques et technocratiques³¹, etc., sur lesquels s'appuient la constitution et la préservation du pouvoir oligarchique, avec une tendance corollaire au vieillissement du personnel politique.

Si la réception du travail de Michels dans le cadre de la sociologie des partis politiques est relativement évidente, la sociologie des organisations françaises en fait un usage direct pour nourrir une critique des phénomènes de bureaucratisation. Michel Crozier

joue ainsi un rôle dans l'importation de la « loi d'airain » dans la sociologie française. Les liens qui s'établissent entre ce sociologue et les États-Unis, y compris l'université de Berkeley où Lipset l'invite en 1958, sont documentés³². Traducteur d'un article de Lipset et connaisseur de la sociologie des organisations nord-américaine (en particulier de Selznick), Crozier fait de Michels le fondateur d'une vision réaliste de la bureaucratie, différente de la vision rationaliste et « enchantée » d'un Max Weber. C'est cependant à distance de cette conception wébérienne et du pessimisme lié au potentiel oppressif de la bureaucratie, tel qu'il serait décelé par Michels, que Crozier entend situer son analyse, comme il le fait dans des articles et dans *Le phénomène bureaucratique* publié en anglais en 1964³³. Crozier défend d'ailleurs l'importance de la bureaucratie, en réformateur impliqué dans la planification qu'il est à cette époque. Dans les années 1970, la « deuxième gauche » française associe Crozier et Michels, ce « pionnier » qui aurait « permis de commencer à formuler la critique de la bureaucratie comme problème organisationnel³⁴ », dans une dénonciation des dérives bureaucratiques, en particulier soviétiques.

L'importation de Michels reprend, en effet, la torsion infligée à son travail aux États-Unis, et l'inscrit directement dans une forme de consécration de guerre froide : avec Weber³⁵,

29. Maurice Duverger, *Les partis politiques*, Paris, Armand Colin, 1956 [1951]; Charles Merriam et Harold Gosnell, *The American Party System*, New York, Macmillan, 1940.

30. Ross, James, *Parliamentary Representation*, Londres, Eyre and Spottiswoode, 1949.

31. Maurice Duverger, *Les partis politiques*, *op.cit.*, p. 183.

32. François Chaubet, « Michel Crozier, entre la France et les États-Unis », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 119, 2013, p. 71-84, p. 74.

33. Michel Crozier, *The Bureaucratic Phenomenon*, Chicago, University of Chicago Press, 1964 [1962]; Michel Crozier, « De la bureaucratie comme système d'organisation », *European Journal of Sociology / Archives européennes de sociologie / Europäisches Archiv Für Soziologie*, vol. 2, n° 1, 1961, p. 18-50, p. 19.

34. *Revue Faire*, « Dossier pour 1978 », 1978.

35. Isabelle Kalinowski, « Leçons wébériennes sur la science et la propagande », in Max Weber, *La science*,

Michels devient une pièce dans l'arsenal intellectuel de l'anti-stalinisme français, mobilisé par un ensemble de chercheurs libéraux dont le sociologue Julien Freund et l'historien René Rémond. Freund intègre à son analyse de la bureaucratie wébérienne une référence à la sociologie de Michels – «à l'origine du débat sur la bureaucratie en URSS³⁶» – tout en faisant référence à la sociologie des organisations de Crozier, Merton ou Selznick. René Rémond mentionne les travaux de Burnham et de Crozier dans sa préface à la première réédition de la traduction de 1914 en 1971 : pour lui aussi, Michels préfigure les travaux de Crozier sur le phénomène bureaucratique. Après avoir souligné toutes les limites du travail de Michels, René Rémond fait reposer son actualité sur la critique des organisations communistes et de «la constitution d'une aristocratie détentrice du pouvoir à l'intérieur des partis³⁷». Sa thèse aurait, d'après l'historien,

«trouvé une confirmation éclatante dans la courbe d'évolution décrite par [le Parti communiste français]. Quels arguments n'aurait-il pas puisés dans l'affirmation du centralisme démocratique, l'instauration de la dictature du prolétariat [...], le développement de la bureaucratie et tous ces traits aberrants ou conformes à la nature profonde du système qu'on englobe sous l'appellation de stalinisme³⁸ ? »

profession et vocation, trad. par Isabelle Kalinowski, Marseille, Agone, 2005, p. 191.

36. Julien Freund, «L'inévitable bureaucratie. Contribution à une étude critique des idées de Max Weber sur la bureaucratie», *Revue administrative de l'Est de la France*, n° 6, 1977, p. 5-35, p. 8.

37. René Rémond, «Préface», in Robert Michels, *Les partis politiques. Essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, Paris, Flammarion, 1971, p. 7-14, p. 13.

38. *Ibid.*, p. 12.

Cette actualité justifie, à ses yeux, son statut de classique des sciences sociales. À côté de ce courant libéral, il faudrait encore mentionner les courants de gauche anti-totalitaires autour de Jacques Julliard et des *Cahiers Georges Sorel* en raison des proximités de Michels avec ce théoricien français du syndicalisme.

Pour conclure, la *Sociologie du parti politique dans la démocratie moderne* aurait pu être considérée comme scientifiquement dépassée, inscrite dans des débats internes au socialisme européen du début du siècle, mobilisant des bases scientifiques devenues douteuses, ou encore disqualifiée par l'association de Michels au fascisme italien. Telle que nous l'avons esquissée, la carrière de la «loi d'airain de l'oligarchie» s'est pourtant poursuivie en raison de sa mobilisation par des communautés interprétatives, en particulier celle formée par les militants trotskystes états-uniens de l'entre-deux-guerres. La «loi d'airain» en vient à fonder leur critique du régime soviétique. Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, dans le contexte de la guerre froide, les sciences sociales nord-américaines sont mises en circulation en Europe. La «loi d'airain» se retrouve consacrée en France dans le cadre d'une critique de la bureaucratie et des régimes communistes. Cette consécration trouve sa source au carrefour d'enjeux disciplinaires (en sociologie et en science politique) et politiques (l'opposition au communisme et à l'URSS), dans lesquels se rencontrent des universitaires de part et d'autre de l'Atlantique³⁹.

39. Les auteurs remercient Étienne Ollion pour ses commentaires sur une version antérieure de ce travail, ainsi que Michel Offerlé et Jean-Christophe Angaut pour leur avoir donné l'occasion de formuler ces réflexions lors d'un séminaire du Groupe de recherches interdisciplinaires sur le politique.